
Points clés

- Le recours à la guerre hybride n'exclut pas l'utilisation – limitée ou conditionnée – d'armes nucléaires pour contraindre l'adversaire.
 - Dans un contexte de faiblesse économique, la Russie ne devrait pas prétendre à la parité stratégique avec l'Occident dans tous les domaines, mais chercher des réponses asymétriques efficaces.
 - Le refus de la Russie de participer au Sommet sur la sécurité nucléaire à Washington est conforme au rôle qu'elle attribue à l'arme nucléaire pour sa sécurité, *a fortiori* dans le contexte actuel de confrontation avec l'Occident.
-

Concepts de « guerre hybride » / « guerre asymétrique »

Pour l'expert militaire K. Sivkov, les conflits ukrainien et syrien constituent les prémices d'une **troisième guerre mondiale, qui prendra des formes hybrides : l'affrontement se déroulera principalement sur les terrains informationnel, politique et économique**. Une « cinquième colonne », composée d'agents d'influence au sein du pouvoir et de mouvements d'opposition en sera l'instrument principal. Le conflit associera des guerres régionales et locales d'intensité variable, mais revêtira aussi l'apparence d'une agitation sociale dégénérant en guerre civile. Des frappes nucléaires ciblées sur des territoires inhabités permettraient de déclencher rapidement des pourparlers de paix – un affrontement entre puissances nucléaires n'est donc pas à exclure (*Svobodnaïa Pressa*, 13 avril 2016).

Le directeur du Centre d'analyse sur la géopolitique, les conflits et l'histoire militaire considère que **la Russie doit répondre de manière asymétrique aux « actes de déstabilisation stratégique » conduits par les États-Unis**. Cela permettra de maintenir une parité militaire à relativement peu de frais, le but n'étant pas de détruire tous les moyens stratégiques de l'adversaire, mais d'agir sur les points de vulnérabilité afin de lui causer des dommages inacceptables. Pour neutraliser les systèmes de défense anti-missile de l'OTAN, il serait par exemple judicieux d'utiliser des missiles « leurres » à trajectoire aléatoire : cette tactique vise l'épuisement précoce des systèmes de défense de l'adversaire. La Russie doit chercher des réponses asymétriques contre tout système opérationnel dans n'importe quel environnement (*Voïenno-Promyshlennyï Kurier*, 30 mars 2016).

Nucléaire

Pour S. Karaganov, du Haut Collège d'économie, le refus de Moscou de participer au Sommet sur la sécurité nucléaire à Washington est conforme à **sa stratégie de non-réduction de son arsenal nucléaire, considéré comme le pilier central de sa défense** (*Vzgliad*, 30 mars 2016). Selon A. Arbatov, expert des questions nucléaires, la décision de ne pas assister au sommet a été prise bien avant le rapprochement opéré sur le dossier syrien avec Washington et maintenue en dépit de l'évolution du contexte car, **pour Moscou, la peur de se montrer faible l'emporte sur l'intérêt de coopérer** pour améliorer la sécurité nucléaire dans le monde (*Carnegie.ru*, 30 mars 2016). Pour l'expert militaire A. Golts, ce refus démontre que le Kremlin est prêt à s'engager dans un conflit nucléaire (*Ejednevnyiï Jurnal*, 31 mars 2016).

Pour M. Oulianov, du Département pour la non-prolifération et le contrôle des armements du MID, **la création d'un monde sans arme nucléaire ne sera pas d'actualité avant plusieurs décennies à cause de la politique de Washington**, qui développe des projets qui menacent la stabilité stratégique (système de défense antimissile globale et « Prompt Global Strike ») et refuse l'accord sur la non-militarisation de l'espace (*Tass*, 11 avril 2016).

Outil militaire : capacités et modernisation

Le blog *Russian Defence Policy* (3 avril 2016) pointe les **difficultés économiques rencontrées par le complexe militaro-industriel russe (CMI)**. En témoignent, ces dernières semaines, la faillite de Radiopribor (systèmes de communication radio), les

Points clés

- Les succès de l'opération militaire en Syrie ne doivent pas masquer les difficultés du programme de réarmement qui rencontre plusieurs obstacles, au nombre desquels des coupes budgétaires.
- Les luttes entre les clans de *siloviki* s'accroissent, notamment dans le champ de la politique étrangère, dans un contexte d'incertitude économique et politique.
- La création d'une Garde nationale directement subordonnée au Président témoigne d'un risque accru pour le Kremlin de déstabilisation politique et sociale.
- Cette réforme permet de reconfigurer les structures de forces tchétchènes et d'affaiblir leur loyauté personnelle et « ethnique » vis-à-vis de R. Kadyrov.

difficultés rencontrées par Kurganmashzavod (véhicules d'infanterie), le plan « anti-crise » d'OPK (radio-électronique, filiale de Rostech) pour ses entreprises de la région de Tambov, le plan de restructuration envisagé par Almaz-Antei (défense et armement). **Ces crises sont la conséquence d'une baisse des commandes d'État** : S. Ivanov a même invité les entreprises du complexe militaro-industriel à diversifier leur production pour faire face à la baisse des commandes (*Interfax – AVN*, 29 mars 2016). Le ministère de la Défense maintient néanmoins son objectif de moderniser 70 % de ses armements à l'horizon 2020 (*Tass*, 31 mars 2016).

Pour O. Vladykin, journaliste de *Nezavisimoye Voennoye Obozrenie* (NVO), **le succès de l'opération russe en Syrie ne doit pas masquer les problèmes auxquels l'armée russe se heurte en matière de modernisation**, parmi lesquels la réduction annoncée des dépenses militaires, l'endettement de certaines entreprises du CMI, le retard de livraison (50 % des commandes d'État) de plusieurs types de matériel, les difficultés de substitution aux importations, un faible niveau de coopération, les lacunes technologiques et le manque de cadres. De toute évidence, **le programme de réarmement 2011–2020 est en train de prendre du retard**. O. Vladykin note aussi la disparité des chiffres cités par les officiels russes ; selon V. Poutine le taux de nouveau matériel dans l'armée est désormais de 30 %, tandis que selon le vice-ministre de la Défense Yu. Borissov il serait supérieur à 47 % (*NVO*, 18 mars 2016).

Siloviki

Le journaliste indépendant K. Gaaze relève **la fragmentation des élites russes, dans un contexte marqué par un fort degré d'incertitude personnelle et collective**. Une dizaine de clans se livreraient à une âpre lutte, comme celui d'A. Rotenberg contre les clans réunis d'I. Setchine (Rosneft) et de S. Tchemezov (Rostech). Comme la politique intérieure, la politique étrangère est aujourd'hui otage de ces luttes intestines. Les risques sont élevés : jamais auparavant les luttes entre les groupes rivaux de *siloviki* n'avaient menacé de déboucher sur de « nouvelles campagnes afghanes » (*Slon.ru*, 31 mars 2016).

Selon S. Javoronkov, journaliste de *Polit.ru*, la décision de créer une Garde nationale s'explique par le fait que le Kremlin a besoin d'une force militarisée afin de faire face à des mouvements séparatistes dans les régions frontalières de la Russie et de contrer les protestations sociales qui risquent de prendre de l'ampleur dans un contexte de crise économique. Une telle décision montre que le **Kremlin se prépare à la détérioration de la situation intérieure du pays** (*Polit.ru*, 5 avril 2016).

Un ancien officier des troupes du Ministère des affaires intérieures (MAI), juge que **la décision de créer une Garde nationale aura d'importantes conséquences politiques pour la Tchétchénie**. En effet, les structures de force les mieux préparées au combat et subordonnées au chef de la République obéiront désormais au commandant de la Garde nationale et au Président russe. La réforme permet ainsi de mener en douceur un « nettoyage » (*zatchistka*) parmi les forces spéciales tchétchènes, composées d'anciens combattants (*boeviki*) amnistiés et intégrés dans les forces du MAI. Elle permet également de diversifier le recrutement de ces forces, qui se faisait jusque-là dans la République sur une base « ethnique ». L'affaiblissement des loyautés de ces structures à l'égard du leader tchétchène ne lui permettra plus de se livrer à des démonstrations d'autorité vis-à-vis des structures de force fédérales et d'exiger un droit exclusif sur les « opérations spéciales » dans la région (*Novaya Gazeta*, 9 avril 2016).

Selon T. Stanovaya, chef du département analytique du Centre des technologies politiques, la création de la Garde nationale – en discussion depuis 2003-2004 – répond à plusieurs buts, qui vont de l'optimisation des structures des forces dans un contexte de déficit budgétaire à la mobilisation des ressources face à une série de risques socio-économiques et politiques et de défis géopolitiques accrus. La Garde nationale devient l'une des structures de force les plus puissantes de Russie, dont les fonctions recouperont partiellement celles de la police et du FSB (dont la lutte anti-terroriste). **La concurrence accrue entre les structures de force sera donc un effet collatéral de la réforme**. Obéissant directement au Président, la Garde nationale affaiblira le ministre de l'Intérieur. Cette nouvelle configuration renforcera les rivalités entre groupes d'influence. Il n'est donc pas exclu qu'une deuxième vague de réforme soit entreprise dans les

Points clés

- L'inadéquation entre la situation socio-économique de la Russie et sa politique étrangère et de défense est perçue comme une menace.
 - Cette situation doit inciter la Russie à éviter toute offensive militaire à grande échelle ou toute confrontation directe.
 - L'éloignement de la Russie de l'UE inquiète de plus en plus, y compris les milieux « patriotiques » : plusieurs voix appellent à la normalisation des relations avec l'Europe.
 - Cette normalisation passe par le « rétablissement de la souveraineté » des pays européens vis-à-vis des États-Unis.
-

structures de force, qui pourrait concerner cette fois le Comité d'enquête (*Sledstvenny komitet*) (*Politcom.ru*, 11 avril 2016).

Contexte stratégique

Lors de la présentation du rapport sur la stratégie russe (sous la direction de F. Loukianov et S. Karaganov) du Conseil pour la politique extérieure et de défense (SVOP), **S. Lavrov a évoqué le glissement du système international vers une « architecture polycentrique », tendance qui sera au cœur de la prochaine doctrine de la politique étrangère russe.** Si la Chine est l'allié le plus probable de la Russie, la création d'une union politico-militaire à court terme a été exclue par le ministre. La dégradation de la situation socio-économique de la Russie est la principale menace pour sa politique étrangère et de défense. L'OTAN devient un outil de consolidation de l'UE, ce qui risque d'entraîner une militarisation de l'Europe occidentale (*Lenta*, 10 avril 2016).

B. Chmeliev (Académie diplomatique du MID) considère que **la Russie est trop faible économiquement pour maintenir une politique extérieure aussi coûteuse que celle conduite ces dernières années.** Elle doit donc faire preuve de prudence et adapter ses ambitions aux ressources disponibles. La politique extérieure et de défense doit être mise au service de la politique intérieure. Il est par ailleurs préoccupant que la Russie n'ait pas d'alliés véritables, y compris au sein de l'espace postsoviétique (*Svobodnaïa Pressa*, 10 avril 2016).

Russie / Occident

A. Gromyko, directeur de l'Institut de l'Europe à l'Académie des sciences (et fils de l'ancien dirigeant soviétique Andreï Gromyko), analyse les relations au sein du triangle États-Unis-Russie-Union européenne, qui se caractérisent par un mélange de coopération et de concurrence. Il envisage différents scénarii de l'évolution des relations entre ces trois centres : **les scénarii les moins favorables pour la Russie sont basés sur un éloignement prononcé de l'UE.** Or, compte tenu de sa place dans la division internationale du travail et des déséquilibres dans ses relations avec la Chine, la Russie doit œuvrer à éviter cet éloignement. Certes, les obstacles au rapprochement avec l'UE sont aujourd'hui multiples (manque de cohérence et de volonté politique dans l'UE, fortes tendances anti-russes, manque d'attractivité économique de la Russie). Dans ces conditions, **la Russie souhaiterait une « politique étrangère européenne à plusieurs vitesses »** (comme pour l'espace Schengen ou l'euro-zone), où certains pays formeraient le « noyau dur » du processus de rapprochement avec la Russie, quand d'autres resteraient à la périphérie sans pour autant l'entraver (*Vestnik Rossijskoy Akademii Nauk*, n°2, tome 86, 2016).

Selon le rapport du club Valdaï « Mejdounarodnye Ougrozy – 2016 » (Menaces internationales – 2016), une amélioration des relations entre la Russie et l'Occident n'est envisageable qu'à l'horizon de sept ou huit ans, après un changement des élites au pouvoir en Europe et aux États-Unis. Afin de retrouver son statut de partenaire stratégique et économique, **la Russie doit éviter toute offensive militaire de grande échelle ou de confrontation directe.** Compte tenu de sa faiblesse actuelle, il serait opportun qu'elle lance des initiatives de diversion vers des « terres plus lointaines », comme elle l'a fait avec le « pivot vers l'Asie » ou l'opération en Syrie (*Club Valdaï*, 29 mars 2016).

L'éditeur de *Russia in Global Affairs*, F. Loukianov, relève **la contradiction de l'UE, qui se déclare en « guerre contre le terrorisme » tout en refusant une révision de ses valeurs, de ses principes, de son mode de vie et de la hiérarchie de ses priorités.** Les réactions occidentales aux actes terroristes ne sont donc pas adéquates et efficaces : elles ne touchent ni au système administratif, ni aux comportements. En même temps, les problématiques de migration et de terrorisme entraînent la restructuration du champ politique dans tous les pays européens : l'extrême-droite élargit sa base sociale et les partis du centre et de gauche évoluent politiquement vers la droite (*popravenië*). L'Allemagne semble à la pointe de ce processus qui – surtout si un attentat devait se produire – peut remettre en cause toute la construction européenne (*Gazeta.ru*, 24 mars

Points clés

- La coopération entre Moscou et Washington sur le dossier syrien a suscité un optimisme modéré : sans permettre une percée globale dans les relations bilatérales, l'avancée syrienne les aurait « assainies » et rééquilibrées.
- La politique russe des États-Unis est souvent interprétée non pas comme un but en soi, mais comme l'une des expressions du déclin de leur influence globale et le moyen d'atteindre les buts sans lien direct avec la Russie.
- La Russie devrait miser davantage sur les outils de diplomatie publique, qu'elle a longtemps négligés, notamment dans les PECO, les Balkans et les pays de l'espace postsoviétique.
- Plusieurs experts russes attribuent à Kiev l'intention de relancer le conflit militaire qui marginaliserait l'agenda des réformes économiques et donnerait une plus grande marge de manœuvre au Président ukrainien.

2016).

L'expert des relations internationales V. Frolov souligne **l'empressement de Moscou à convertir l'évolution positive des relations avec les États-Unis sur le dossier syrien en une « percée plus globale »** pour une nouvelle qualité de partenariat, voire une « nouvelle bipolarité » dans les affaires mondiales. Une telle évolution serait aussi « facilitée » par les attentats de Bruxelles, qui permettraient de s'accorder mutuellement sur la lutte contre le terrorisme au-delà des « petits désaccords » sur l'Ukraine (*Slon.ru*, 25 mars 2016). À l'inverse, pour F. Loukianov, le rapprochement entre Moscou et Washington sur le dossier syrien ne constitue pas un précédent permettant d'espérer une nouvelle « détente » : les deux pays continuent de se percevoir à travers le prisme de guerre froide. Cependant, **l'opération syrienne peut avoir un effet salutaire en corrigeant les défauts de perceptions mutuelles** : Washington est désormais obligé de reconnaître le nouveau rôle militaire et politique de la Russie, tandis que Moscou perd son complexe d'infériorité face à Washington. L'évolution de ces perceptions crée un « espace pour une coopération plus pragmatique » sur différents sujets de « gouvernance globale » (*Rossijskaya Gazeta*, 22 mars 2016).

Pour S. Glaziev, conseiller du Président sur les questions d'intégration économique régionale, **les États-Unis mènent une « guerre hybride » contre la Russie pour parer à l'affaiblissement de leurs positions globales (notamment économiques et financières)** : chercher à contrôler la périphérie est le propre d'une puissance en déclin. Pour assurer sa défense et sa souveraineté, la Russie doit former une large « coalition anti-guerre », restaurer sa « souveraineté économique et financière », développer l'intégration eurasiatique et revenir au projet d'un espace commun de Lisbonne à Vladivostok. Ce dernier nécessite cependant la « restauration de souveraineté » des pays de l'Union européenne qui ont perdu le sens des intérêts nationaux pour devenir « des ombres de Washington » (*Lenta.ru*, 29 mars 2016).

E. Soloviev, chercheur à l'IMEMO, estime aussi qu'**à travers la crise ukrainienne, les États-Unis cherchent à gérer plusieurs problèmes sans lien direct avec l'Ukraine ou la Russie** : il s'agit de consolider l'OTAN, renforcer les liens transatlantiques avec les pays européens, obliger ces derniers à augmenter leur contribution financière au maintien de la sécurité européenne et internationale. La politique russe en Crimée et en Ukraine a remis en cause la capacité de Washington à faire respecter les principes et les normes de l'ordre post-1991 : **la politique d'endiguement d'une « Russie révisionniste » était donc inévitable et sera durable**. Cependant, la perspective de se confronter au révisionnisme de la Chine à l'avenir peut amener les États-Unis à réduire le degré de tensions avec Moscou. (revue *Rossya i novye gosudarstva Evrazii*, IMEMO, n°1, 2016).

E. Ponomariova, professeure au MGIMO, estime que la Russie a négligé pendant toute la période postsoviétique les outils de diplomatie publique. La dégradation rapide et profonde de la perception de la Russie en Ukraine en est la conséquence directe. Les mêmes processus sont en cours dans les Balkans où l'on constate une russophobie croissante. **La Russie devrait mener une diplomatie publique plus active en direction des Balkans** en s'appuyant sur trois socles : *Rossotroudnitchestvo*, *Russkij mir* et la Fondation Gortchakov. Si la Russie ne peut pas rivaliser financièrement avec les aides (*grants*) accordés par les pays occidentaux, elle doit miser sur des méthodes de travail « alternatives et innovantes » (*Mejdunarodnaya Jizn'*, avril 2016).

Ukraine / Processus de Minsk

Selon plusieurs experts, **Kiev prépare une offensive militaire dans le Donbass**. Il cherche à provoquer les séparatistes (*opoltchentsy*) et à les inciter à répondre militairement (en coupant, par exemple, la route Donetsk-Gorlivka). Selon S. Markov, le but de Kiev n'est pas d'écraser militairement la République populaire de Donetsk (DNR) et la République populaire de Lougansk (LNR), mais de faire reconnaître à l'Occident l'échec des accords de Minsk et d'alléger les pressions. Par ailleurs, le retour de conditions de guerre donne une marge de manœuvre sur la scène intérieure dans un contexte de crise politique. Cependant, la question si la Russie apportera une aide militaire aux séparatistes en cas de reprise des combats reste ouverte. Le temps n'est pas propice à une telle intervention : la propagande anti-russe est forte en Ukraine et en Occident et une

Points clés

- L'opération russe en Syrie est considéré comme un grand succès diplomatique, alors que les objectifs militaires n'ont pas été entièrement atteints.
 - Le retrait partiel des troupes russes de Syrie marquerait une prise de distance avec Assad. Mais il reste partiel : un retrait total aggraverait la situation sécuritaire.
 - Le plus grand danger pour la Russie au Moyen-Orient serait de se laisser entraîner dans un conflit entre chiïtes et sunnites. Les alliances régionales devraient être plus nuancées : l'Iran n'est probablement pas un partenaire aussi fiable qu'on le souhaiterait, tandis que les Kurdes syriens sont injustement négligés.
 - Le tournant russe vers l'Asie serait objectif et irréversible indépendamment de l'état des relations avec l'Occident. Cependant, l'Asie ne pourra pas remplacer l'Europe dans la politique étrangère russe à court et moyen terme.
-

intervention militaire russe ne fera que la renforcer (*Svobodnaya Pressa*, 20 mars 2016).

Moyen-Orient

Selon F. Loukianov, le retrait des troupes russes de Syrie marque une prise de distance de la Russie vis-à-vis d'Assad. Moscou reconnaît que le régime syrien n'est pas viable à long terme et que l'existence de la Syrie sous sa forme actuelle n'est pas un fait acquis. Ce « signal clair » envoyé à Damas doit pousser Assad à se montrer « plus constructif et souple ». Il serait naïf d'attendre que la Russie se retire complètement de la Syrie. **Entre l'exemple irakien et l'exemple afghan, la Russie doit choisir ce deuxième comme modèle qui garantira un maintien des autorités officielles syriennes et évitera à Assad le sort de Kadhafi ou de Najibullah.** En ce qui concerne la lutte contre l'État islamique, aucune campagne aérienne n'est suffisante : une opération au sol est indispensable (*RBK*, 16 mars 2016).

Pour G. Mirzayan, de l'Institut des États-Unis et du Canada, **si l'opération militaire russe en Syrie a été un succès au strict plan technico-opérationnel, elle n'a pas permis d'atteindre tous les objectifs militaires que le Kremlin s'était fixés.** D'une part, les bombardements russes n'ont décimé ni Daech ni exterminé tous les combattants djihadistes russophones. D'autre part, le retrait partiel des troupes russes intervient précisément lorsque l'armée régulière syrienne avance sur les fronts de Palmyre et Al Karyatan. Ces résultats en demi-teinte contrastent avec le franc succès diplomatique que Moscou a obtenu en Syrie, puisque la Russie renforce considérablement son statut d'acteur régional (elle est perçue comme un partenaire fiable) et global (l'intervention russe a montré les différences d'approches entre Russes et Américains sur la résolution des conflits) (*Russian International Affairs Council*, 28 mars 2016).

Le général d'armée V. Troubnikov, ancien directeur du SVR et vice-ministre des Affaires étrangères, considère que **la Russie devrait apporter une aide militaire et technique substantielle aux Kurdes syriens**, qui représentent la force principale contre l'État islamique et la Turquie. Il regrette que les Kurdes syriens n'intéressent pas le Kremlin comme partenaires militaires. Cette prise de distance s'explique par les relations froides entre les Kurdes syriens et le régime d'Assad, soutenu par les Russes. La position de Moscou est contreproductive : son changement permettrait de lutter plus efficacement contre l'EI tout en obtenant un levier de pression supplémentaire sur la Turquie (*Svobodnaya Pressa*, 24 mars 2016). Le même général estime qu'il serait erroné de voir en l'Iran un État pro-russe ou un « bastion des espoirs russes » au Moyen-Orient. Préconisant une approche pragmatique envers Téhéran, **il suggère de cesser de percevoir l'Iran comme un « partenaire idéal »** pour au moins deux raisons : son potentiel énergétique une fois réadmis au sein de la communauté internationale, et sa nature d'État théocratique (*Moscow Defense Brief*, n° 1, 2016).

Selon le rapport du Club Valdaï cité plus haut, **le risque le plus important pour la Russie en Syrie serait d'être entraînée dans la confrontation régionale entre les chiïtes et les sunnites**, avec en contrepoint le conflit entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Moscou doit traiter ce risque avec précaution eu égard à la prédominance de la majorité sunnite chez les musulmans russes. Par ailleurs, Moscou pourrait s'inspirer de l'expérience tchétchène pour l'avenir du régime syrien : il doit encourager la résolution du conflit par une alliance entre Damas et les leaders des communautés sunnites, qui pourraient probablement remplir le vide politique de la même manière que le clan Kadyrov l'a fait à Grozny (*Club Valdaï*, 29 mars 2016).

Russie / Asie

Selon A. Loukine, directeur du Centre de l'Asie orientale et de l'Organisation de coopération de Shanghai au MGIMO, le pivot russe vers l'Asie remonte à l'époque soviétique et revêtait alors une dimension essentiellement géopolitique. Dans les années 1990, le facteur économique a pris le dessus : les commandes chinoises ont ainsi permis au complexe militaro-industriel russe de survivre. Ce tournant se poursuit sous V. Poutine avec des objectifs stratégiques de première importance : le renforcement des liens avec une région qui devient le centre économique et politique mondial, le

Points clés

• Plusieurs experts s'accordent sur trois points concernant le regain du conflit au Haut-Karabagh : 1) la Russie n'est pas à l'origine de ce regain de tensions – elle reste intéressée par le maintien du *statu quo* 2) le conflit ne dégènera pas en une guerre à grande échelle 3) le conflit peut servir de terrain d'entente pour la coopération Russie-États-Unis à l'instar du dossier syrien.

• Alors que l'utilisation des réseaux sociaux peut déstabiliser la situation sociopolitique russe et les médias étrangers nuire à l'image de la Russie, il importe de renforcer le contrôle de l'espace informationnel russe ainsi que d'augmenter les moyens dédiés à la guerre de l'information.

développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, la recherche d'une alternative à l'échec du projet de « grande Europe de Lisbonne à Vladivostok » et la promotion de relations internationales multipolaires. L'ensemble de ces facteurs rend **le processus du tournant russe vers l'Asie irréversible, quel que soit l'état des relations avec l'Occident** (*Mejdounarodnaya Jizn'*, avril 2016).

Selon le directeur du *Russian International Affairs Council*, A. Kortounov, **l'Asie ne pourra pas remplacer l'axe européen dans la politique étrangère russe**. Premièrement, il faudra des décennies pour atteindre une même qualité de relations (base politique et institutionnelle, implantation des entreprises européennes en Russie, échanges entre les sociétés). Deuxièmement, l'Europe est plus intéressée par une modernisation économique et politique profonde en Russie, tandis que l'Asie ne cherche que l'accès aux matières premières et aux technologies militaires. Enfin, tôt ou tard, la Russie se heurtera en Asie aux mêmes limites structurelles qu'en Europe (gestion inefficace, corruption, bureaucratie, dépendance aux hydrocarbures et manque d'innovation). Tant que ces problèmes fondamentaux subsistent, le changement de priorité géographique n'apportera que des « dividendes » modestes (*Russian International Affairs Council*, 7 avril 2016).

Caucase du Sud

S. Markedonov, chercheur à l'Université d'État des sciences humaines, estime que **le conflit au Haut-Karabagh présente deux défis et une opportunité pour la diplomatie russe**. D'une part, il menace la cohésion de l'OTSC dont certains membres (Biélorussie, Kazakhstan) ne souhaitent pas défendre l'Arménie contre l'Azerbaïdjan. D'autre part, si le président Aliiev n'a jusque-là jamais manifesté d'hostilité ouverte à l'égard de la Russie, sa politique risque de fléchir sous l'influence de la Turquie, qui tentera de renforcer ses positions en affaiblissant celles de Moscou. En revanche, ce conflit pourrait être un nouveau terrain d'entente entre Moscou et Washington **qui donnerait lieu à une coopération « pragmatique et sélective »** : n'ayant jamais considéré ce conflit comme une part du « grand jeu géopolitique », les deux pays souhaitent préserver le *statu quo* et empêcher le « dégel » du conflit (*Slon.ru*, 3 avril 2016). Selon le même expert, **le conflit russo-turc n'est pas à l'origine de l'escalade au Haut-Karabagh**, mais il n'est pas impossible que la Turquie cherche à en profiter en soutenant l'Azerbaïdjan (*Club Valdai*, 3 avril 2016).

Pour A. Iskandaryan, directeur de l'Institut du Caucase (Erevan), **l'escalade au Haut-Karabagh ne se transformera pas en guerre à grande échelle**. Le type d'action militaire entrepris par l'Azerbaïdjan (attaque sur les flancs et non pas au centre, absence de bombardements sur la capitale Stepanakert, temps laissé au Haut-Karabagh pour réunir des forces et réagir, etc.), prouve que le but de l'opération est avant tout politique. Il s'agit d'attirer l'attention de la communauté occidentale et de consolider l'électorat dans un contexte économique et politique dégradé. Cependant, la surenchère à des fins politiques risque de rendre ces escalades plus fréquentes et intenses (*Club Valdai*, 3 avril 2016).

Selon le rapport du club Valdai « Mejdounarodnye Ougrozy – 2016 » (Menaces internationales – 2016), **le conflit russo-turc constitue un facteur risque dans une guerre ouverte au Haut-Karabagh, susceptible de se propager au-delà du Caucase**. De telles évolutions auraient des conséquences négatives pour la Russie : mise en danger du développement de l'intégration eurasiennne ; renforcement de la confrontation entre la Russie et l'Azerbaïdjan pouvant aboutir à un nouveau « scénario géorgien » ; internationalisation du processus de résolution du conflit se traduisant par une baisse de l'influence russe dans la région (*Club Valdai*, 29 mars 2016).

Cyber / Information

Dans une étude sur le traitement de la Russie par les médias étrangers en 2015, l'Institut russe des études stratégiques (RISI), qui est sous l'autorité de l'Administration présidentielle, reconnaît que **l'« indice d'agressivité » des médias européens envers Moscou a baissé par rapport à 2014**, année qualifiée de « pic » de la guerre informationnelle de l'Occident. Cette « tendance positive » va de pair avec une

Points clés

- A la suite des sanctions, la Russie devrait travailler à ses propres technologies de liquéfaction du gaz.
-

augmentation du nombre de pays « amis » couvrant la Russie de façon de plus en plus négative, comme l'Arménie et la Biélorussie. Cette situation exige d'**augmenter les budgets consacrés à la guerre de l'information** – « il en va de la sécurité informationnelle » de l'État (*Rossiiskii Institut Strategičeskikh isledovanii*, 2016).

Énergie

Selon O. Nikiforov, rédacteur en chef du supplément « Énergie » de *Nezavisimaya Gazeta*, le gaz russe est concurrencé à la fois par le GNL et le gaz en provenance des pays d'Asie Centrale. Ces deux facteurs affaiblissent la position de la Russie sur les marchés européen et chinois. L'objectif pour la Russie consiste, comme le détermine la Stratégie énergétique 2035, à diversifier ses marchés d'exportation tout en augmentant substantiellement sa production de GNL. Or, la réalisation de ce dernier objectif est contrainte par les sanctions occidentales qui imposent des restrictions sur les transferts de technologies et d'équipements pour la production de GNL. Afin de renforcer ses positions, **la Russie n'a d'autre choix que de créer ses propres technologies de liquéfaction et de transport de gaz sur de longues distances**, qui devront nécessairement être plus compétitives que celles de ses concurrents (*Nezavisimaya Gazeta*, 13 avril 2016).

* Avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère de la Défense.